

Unité inter départementale Loire-Haute Loire
2 avenue Grüner - Allée C - 42000 ST ETIENNE

Saint Etienne, le 03/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



SIBELCO GREEN SOLUTIONS

ZAC les Vollons
42160 ANDREZIEUX BOUTHEON

Références : UID4243-DSSP-022-0081

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2022 dans l'établissement SIBELCO GREEN SOLUTIONS implanté ZAC les Vollons - 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON. L'inspection a été annoncée le 01/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à une plainte pour bruit et risque incendie déposée le 22 février 2022 par l'association ADAV. Cette association regroupe des riverains du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO GREEN SOLUTIONS
- ZAC les Vollons 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON
- Code AIOT dans GUN : 0010500275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SIBELCO trie sur son site d'Andrézieux des déchets issus de la collecte du verre (essentiellement corps creux types bouteilles). Les éléments indésirables types couvercles métalliques ou éléments plastiques sont éliminés le long du process. Le verre est ensuite concassé pour en faire du calcin, valorisable en verrerie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- bruit
- risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bruit	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 6.2	/	Sans objet
Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les phases de chargement/déchargement des corps creux sont les plus bruyantes. Afin de quantifier les nuisances sonores de tous les sites de la zone, une étude sonore sera demandée par arrêté préfectoral complémentaire à tous les exploitants de la zone. L'étude devra faire des recommandations pour améliorer la situation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émergence telles que prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Programmation des prochaines campagnes de mesures sonores. Aménagement réalisée sur site / contrôle des installations. Conformité CE des chargeuses pour manipuler le verre. Horaires de fonctionnement du site.
Constats : L'exploitant a réalisé une étude sonore le 16 décembre 2019. Cette dernière réalisée dans des conditions de vents défavorables (propagation du bruit vers les riverains) n'a rien noté d'anormal. Des points de mesures en limite de propriété du site et chez un riverain ont en outre été réalisés. Réglementairement, les mesures sonores s'appuient sur la norme NFS 31-010. Celle-ci raisonne sur des moyennes de paramètres acoustiques (émergence, amplitude). Cette méthodologie peut en effet masquer les pics sonores liés aux phases de chargement/déchargement du verre par les camions ou les chargeuses du site qui semblent être les points les plus bruyants du procédé de l'industriel. L'exploitant a toutefois continué après l'étude de 2019 l'insonorisation de son site en : <ul style="list-style-type: none">- mettant à l'intérieur de bâtiment insonorisé des équipements (tri optique) qui étaient auparavant à l'extérieur;- débranchant le dispositif "cri du Lynx" de ses chargeuses, malgré les préconisations du code du travail- interdisant les opérations de déchargement de marchandise après 17h30, les horaires de fonctionnement du site étant de 7h à 21 h avec pause méridienne. Le site ne fonctionne pas durant les jours fériés et le dimanche. Le samedi est réservé à des opérations de maintenance hors production. Une sirène sonore signale en outre le début de fonctionnement du site et les anomalies de process. Lors de la visite, il a été noté un bruit sur un rouleau de la chaîne de convoyage que l'exploitant s'est engagé à régler (justificatif à fournir). La prochaine campagne de mesures sonores doit être réalisée en 2022. L'exploitant attend les instructions de l'administration pour réaliser ces mesures sonores ou au besoin une étude sonore. Hors visite : à la suite de la plainte de riverains, un arrêté préfectoral complémentaire encadrera la demande de l'administration qui englobe plusieurs installations classées de la zone des Volons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Formation incendie du personnel Conformité électrique des installations Modalités de délivrance des permis de feu / plan de prévention en cas de travaux sur site Malveillance
Constats : Les dernières attestations du personnel (année 2021) n'ont pas été présentées lors de la visite. Elles devront être transmises à l'inspection des installations classées. L'examen du dernier rapport de contrôle des installations électriques ne fait pas apparaître de non conformité. Les installations ne sont pas concernées par le risque foudre d'après les conclusions du cabinet d'étude (reconnu selon le référentiel qualifoudre de l'Ineris) qui a mené l'analyse du risque foudre du site. A titre d'axe d'amélioration, les visites de préchantier avec le sous traitant méritent d'être tracées dans les documents relatifs aux permis de feu. L'exploitant pourra s'aider des documents du BARPI en la matière : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2013/07/Permis_feu_silos_2007.pdf Un acte de malveillance s'est produit sur le site. L'individu à l'origine de celui-ci a été détecté par le système de protection du site. L'exploitant a déposé plainte mais celle-ci a été classée sans suite par la police.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet